

"The french connection". L'information politique et la presse régionale française

Édith Rémond

(Conferència pronunciada durant la reunió anual de l'*European Journalism Training Association* –EJTA–. Kalmar, 12 de juny de 1997)

Pour les dernières élections législatives, en mai 97, le Président de la République, Jacques Chirac, a choisi la télévision pour annoncer aux Français qu'il procédait à la dissolution de l'Assemblée Nationale. Mais lorsqu'il a voulu s'adresser aux électeurs pour s'engager dans la campagne et expliquer les grandes lignes de la politique à mener durant les cinq prochaines années, c'est dans les grands titres de la presse quotidienne régionale qu'il a décidé de publier une tribune libre.

C'est que les conseillers en communication du Président de la République savent bien que l'information politique à la télévision, si elle touche un nombre considérable d'électeurs, n'est pas aussi persuasive que celle qu'on peut développer dans les quotidiens régionaux. Victimes entre autres des marionnettes des "guignols de l'info" qui, tous les soirs sur Canal +, ridiculisent les grands leaders nationaux en parodiant leurs expressions et en épinglant la moindre déclaration malheureuse, les hommes politiques français ont du mal à trouver le ton d'un nouveau discours qui pourrait apparaître crédible. Dans le même temps, les quotidiens régionaux, présents dans les plus petites communes, ont continué à donner à leurs lecteurs des informations sur tous les événements, petits et grands, qui rythment la vie du village, du département, de la région. C'est cette information de proximité qui constitue leur capital spécifique et continue, malgré une légère érosion des ventes, à faire de ces supports écrits des relais d'information recherchés, dans les moments cruciaux, par la propagande présidentielle.

Pour élire les 577 députés, censés représenter la nation toute entière mais qui se comportent souvent comme les simples porte-paroles de la portion de territoire qui les a choisis, la presse quotidienne régionale est donc incontournable. Et cela d'autant plus que le scrutin majoritaire et le découpage électoral favorisent le "notabilisme" local. Le mandat de député est souvent la consécration d'un cursus politique entamé dans une mairie ou le conseil général d'un département. Même si une loi récente en a atténué les effets, la France reste le pays du cumul des mandats. Pendant la dernière campagne, le candidat à la députation de la deuxième circonscription de Bordeaux, Alain Juppé, était aussi le maire de la ville, le président de la communauté urbaine (qui rassemble la ville-centre et les communes de l'agglomération), le secrétaire général du principal parti de la majorité et...le premier ministre.

A cette particularité de la vie politique française, il faut ajouter que, dans la dernière décennie, les relations entre les journalistes et les hommes politiques ont été bouleversées en France par deux facteurs importants. D'une part, la décentralisation des décisions politiques, entamée en 1982 et poursuivie pendant la présidence de François Mitterrand, a transféré une grande partie des pouvoirs décisionnels de l'État à des autorités territoriales autonomes, généralement élues au suffrage universel. Les instances de décision sont désormais plus proches du public et des journalistes de province, les compétences ont été redistribuées entre les différents partenaires institutionnels locaux: 710 milliards de francs (110 milliards d'écus) sont désormais gérés par les communes, les départements et les régions. D'autre part, dans le même temps, des "affaires" ont empoisonné la vie politique: ingérence, abus de confiance, détournements de fonds, corruption ont conduit des élus en prison et ont occupé les unes des journaux.

C'est dans ce contexte contradictoire que la presse régionale a dû faire évoluer ses pratiques : des décisions politiques plus proches prises par des élus plus discrédités dans l'esprit des lecteurs. Situation complexe pour des journaux, souvent en situation de monopole, qui s'adressent à un public protéiforme: difficile en effet d'écrire à la fois pour des lecteurs jeunes et vieux, citadins et ruraux, conservateurs et réformistes.

En 1996, Philippe Descamps publiait dans *Le Monde Diplomatique* un article sévère intitulé "Misère du journalisme de province"(1). Il y rappelait que "non seulement la presse quotidienne régionale domine l'information écrite locale, mais, compte tenu de la faible pénétration des titres parisiens en dehors des grandes villes, elle détient aussi un monopole de fait sur l'information nationale et internationale en régions. Car, depuis 1945, le tirage de la presse quotidienne nationale a été réduit de moitié, alors que celui de la presse régionale se maintenait autour de sept millions d'exemplaires. Un foyer français sur

cinq lit un journal parisien, un sur deux lit le journal régional." Il y dépaignait les journalistes provinciaux comme des "fantassins démobilisés vendeurs de cartes postales".

C'était procéder à un amalgame contestable. Car si certains quotidiens régionaux ont renoncé à toute exigence rédactionnelle et morale en ce qui concerne l'information politique, d'autres, dans le contexte difficile que nous avons évoqué, tentent de mettre en place des pratiques professionnelles et des chartes rédactionnelles respectueuses de l'information et de son public. Le cas de Bordeaux et de son quotidien régional *Sud-Ouest* est à cet égard riche d'enseignements.

Avec ses 400.000 exemplaires tirés quotidiennement, *Sud-Ouest* est, après *Ouest-France* et *Le Parisien*, le troisième quotidien régional français. Il emploie 258 journalistes, la moitié exerçant leur activité au siège à Bordeaux et les autres étant répartis dans les 25 agences dispersées dans toute la région aquitaine. *Sud-Ouest* a pour caractéristique d'avoir conservé un vrai bureau parisien, avec 8 journalistes, alors que la plupart des quotidiens régionaux ont abandonné la capitale et fondent leurs articles nationaux sur les dépêches des agences. Cet investissement leur est imposé par la stature nationale de plusieurs hommes politiques aquitains. Les maires successifs de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas de 1947 à 1993 et Alain Juppé depuis, ont été des caciques du RPR et des premiers ministres. Et la région compte des personnalités importantes, tant dans la majorité que dans l'opposition, dont les déclarations ou les décisions alimentent quotidiennement la chronique politique nationale.

Le journal emploie aussi 2.400 correspondants sur la zone de diffusion, chargés de rendre compte du moindre événement local. Vingt éditions du journal sont éditées chaque nuit. Il a pour ambition d'être un journal populaire de qualité, d'être "à la fois généraliste et localier" et de "proposer à ses lecteurs des informations les plus diverses en une synthèse aussi élaborée que possible des événements qui composent l'actualité, de la plus spectaculaire à la plus humble". Il ambitionne de le faire "à bonne distance des pouvoirs, dans le respect des personnes, l'exactitude des faits, la clarté de leur exposé et le souci de les mettre en perspective" (2).

Chaque matin le lecteur découvre un journal grand format de 20 à 24 pages dont le principal titre de une renvoie souvent à l'information nationale, voire internationale. Les trois pages suivantes sont consacrées aux rubriques Monde et France et abordent au gré de l'actualité des informations politiques, économiques et sociales. En bas ou à la suite de la page France, une rubrique Régions, commune à toutes les éditions, ouvre des fenêtres sur des expériences exemplaires ou des événements locaux qui ont une résonance régionale.

Sud-Ouest est un des derniers quotidiens régionaux à proposer à ses lecteurs d'entrer dans le journal par l'actualité internationale. Ce parti-pris a ses détracteurs. Au groupement des grands régionaux (GGR), beaucoup de directeurs de journaux et de responsables de rédaction plaident pour une réduction des pages internationales, arguant que cela n'intéresse pas le lecteur qui recherche avant tout une information de proximité. Mais une minorité soutient que la télévision ou Internet ont transformé le lointain en proche: l'intérêt du public pour une information ne serait pas un problème de distance kilométrique mais un problème d'investissement affectif. Les expériences récentes semblent donner raison à la minorité : *Le Dauphiné*, qui a totalement supprimé l'actualité internationale de ses colonnes et a renforcé ses pages locales n'a pas gagné, dans un premier temps, de lecteurs. En revanche, il a provoqué une augmentation de la diffusion des quotidiens nationaux sur sa zone de diffusion. En maintenant une page consacrée à l'information internationale, *Sud-Ouest* s'attache probablement quelques-uns des lecteurs qui lui font le plus cruellement défaut : les plus jeunes, les plus urbains, les plus éduqués.

La page suivante est, si l'on en croit les enquêtes auprès du lectorat, la plus prisée du public. Elle est consacrée aux faits divers. Viennent ensuite les pages départementales qui reprennent les informations importantes des éditions du département, provoquant souvent la perplexité chez le lecteur: si une information locale de son édition est reprise en page départementale, il trouve dans son journal deux articles sur le même sujet, sans comprendre toujours la raison de ce doublon. En fait, il a souvent lu les pages locales qui suivent avant de regarder le reste du journal. Car c'est bien l'information de proximité qui l'attache à son quotidien. Comme l'explique le rédacteur en chef de *Sud-Ouest*, Pierre Veilletet, "l'homme politique a d'autant plus de chance d'être repéré dans le journal qu'il est du canton"(3).

Ces pages locales accueillent des articles aux registres journalistiques très diversifiés: information-service sous forme d'agenda, communiqués des partis, syndicats, associations, rendez-vous anecdotiques et indiscretions sous forme de brèves, mais aussi dossiers, enquêtes et innombrables articles de correspondants rendant compte de l'information commune par commune. C'est dans ces pages que les lecteurs iront vérifier que l'information, qu'ils connaissent souvent déjà par le bouche à oreille, est bien transmise. Ce sont ces pages qui, comme l'écrit Louis Guéry, "informent le lecteur sur ce qui se passe dans sa communauté de vie, le rattachent aux autres, le rassurent en quelque sorte, en lui prouvant qu'il n'est pas seul, mais entouré d'amis qui vivent les mêmes problèmes que lui" (4).

Viennent enfin des pages qui, si elles intéressent beaucoup les lecteurs, nous concernent moins ici : carnet, annonces classées, sport, programme télé, météo...

Le sociologue Pierre Bourdieu déclarait récemment à nos étudiants lors d'une conférence (5) que "la politique pose un problème spécifique aux journalistes professionnels parce qu'elle est un spectacle consternant et que les journalistes vivent dans l'anxiété d'ennuyer le public". Si cette affirmation est fondée pour la télévision, elle ne l'est pas pour la presse écrite. L'éditorial de *Sud-Ouest* est lu par 28% à 40% des lecteurs, en fonction du sujet, ce qui constitue un excellent score. Le problème de la presse régionale, en matière d'information politique, c'est de trouver la bonne distance et un ton uniforme pour parler à la fois de l'homme politique national dans les pages générales et de l'élu du canton dans les pages locales. "Il m'est arrivé –avoue Pierre Veilletet– d'écrire un éditorial un peu sec pour compenser un article de locale un peu gentil"(6). De même que les lecteurs s'intéressent avant tout à l'élu qu'ils connaissent parce qu'il est dans leur circonscription, ils "sont par dessus tout sensibles à l'information économique qui les touche directement: les papiers sur les retraites, les impôts, tout ce qui concerne leur patrimoine. Il y a aussi beaucoup d'intérêt pour tout ce qui touche à l'emploi" (7).

Ce journalisme de proximité a longtemps été accusé d'être un journalisme de complaisance. Il est désormais suspecté d'être l'otage des annonceurs publicitaires et de n'être que le relai d'une "communication officielle qui fournit une matière rédactionnelle toute prête"(8). Et en effet, le lecteur de *Sud-Ouest* a dû attendre un an pour apprendre en 1990 que le club de foot des girondins de Bordeaux était au coeur d'un scandale municipal important. Un magazine d'information national, *L'Express*, avait publié en 1989 une enquête éloquent qui n'avait pas trouvé d'échos dans le quotidien régional alors que le sujet alimentait les conversations de tous les dîners de la ville. Mais le maire de la ville, Jacques Chaban-Delmas, compromis dans l'affaire des girondins, député depuis 1946, quatre fois ministre, trois fois président de l'Assemblée Nationale, deux fois président du Conseil Régional, a retrouvé intacts jusqu'en 95 assez de suffrages pour continuer à régner sur Bordeaux. Et quel quotidien régional en situation de monopole aurait pris le risque de déboulonner une telle statue?.

Quand on suggère au rédacteur en chef de *Sud-Ouest* qu'un quotidien régional est forcément légitimiste, il préfère le terme de "loyaliste" et ajoute que, dans la culture actuelle du journalisme en région, "l'institution peut avoir tort mais on lui donne toujours sa chance"(9). Ce qui ne l'empêche pas de se poser depuis longtemps des questions : "Comment faire une presse libre, donc présumée sans attaches, lorsqu'on est en fait, attaché à une région, ne serait-ce que par ce vague mais puissant sentiment d'appartenance géographique? Comment être un témoin vigilant et pas seulement un bon voisin? Comment trouver la distance lorsqu'on est immergé, opérer cette mise au point, dont le

photographe sait qu'elle situe l'emplacement exact du réel, entre le flou de l'éloignement, qui est un refuge illusoire, voire une perte de contact, et la vision trop rapprochée où le regard s'embue? Comment comprendre de l'intérieur sans se compromettre, donner la parole à ceux qui n'en ont pas sans n'être que leur porte-voix? Comment faire du journalisme 'au pays' sans être insidieusement conduit à faire le journal officiel du pays?" (10).

Bien qu'ils le dénie par un discours de neutralité et d'objectivité, les journalistes sont des agents politiques, d'autant plus forts en région que le journal est une institution, un acteur important du système politique local. Depuis une dizaine d'années, ils tentent de jouer un rôle différent. Des journaux comme *Le Canard Enchaîné* ou *Le Monde*, avec Edwy Plenel, ont inculqué aux jeunes générations une culture de la révélation qui place au pinacle de leurs désirs le "journalisme d'investigation". Mais ils ont découvert avec lui le triangle très perturbé des relations journalistes-magistrats-politiques, règne de toutes les manipulations. Et ils n'échappent pas aux instincts grégaires qui conduisent par exemple à s'adresser aux partis, alors que de plus en plus d'élus locaux sont indépendants des structures, ou à ne s'intéresser à la gestion d'une institution que lorsqu'un problème se pose. Même si les nouvelles directives des rédacteurs en chef invitent à pratiquer "un journalisme d'expertise et de témoignage pour vérifier sur le terrain que les décisions sont bien appliquées, ce qu'elles ont changé pour les gens..."(11), les jeunes journalistes mesurent combien il sera difficile de traiter dans un même journal de l'information internationale, nationale, régionale et locale en s'adressant à un public polymorphe.

Notes

(1) Philippe Descamps, "Une presse docile dans une France féodale - Misère du journalisme de province", *Le Monde Diplomatique*, novembre 1996, page 28

(2) *Sud-Ouest - Le guide de la rédaction*, 1996

(3) Entretien avec Pierre Veilletet le 6 mai 1997

(4) Louis Guery: "La presse régionale et locale", Editions du CFPJ, Paris, 1992

(5) Conférence de Pierre Bourdieu à l'IUT de Journalisme de Bordeaux le 30 avril 1997

(6) Entretien avec Pierre Veilletet le 6 mai 1997

(7) Entretien avec Bernard Broustet, journaliste économique à *Sud-Ouest* in Edith Remond: "Le guide du reporter dans la vie politique local", Presses Universitaires de Bordeaux, 1996

(8) Philippe Descamps: "Une presse docile dans une France féodale - Misère du journalisme de province", *Le Monde Diplomatique*, novembre 1996, page 28

(9) Entretien avec Pierre Veilletet le 6 mai 1997

(10) Pierre Veilletet, "Régions : le poids de la proximité" in catalogue de l'exposition sur "La liberté de la presse" organisée à la Grande Arche de la Défense, à Paris

(11) Conférence de Jean-Paul Brunel, rédacteur en chef à *Sud-Ouest*, à l'IUT de Journalisme de Bordeaux le 30 avril 1997